

La Région bruxelloise et ses décideurs, en campagne, cherchent à se réinventer

■ Ecolo propose de simplifier le modèle régional bruxellois en ne conservant qu'une seule assemblée parlementaire.

La foire aux grandes idées institutionnelles bruxelloises, c'était ce week-end. Il faut dire que la fête de l'Iris, qui célèbre la création de la Région de Bruxelles-Capitale, s'inscrivait cette année dans un contexte préélectoral de taille. Pour rappel, on vote – entre autres – aux communales en octobre prochain et aux régionales et fédérales en mai 2019. C'est dire l'enjeu.

Ce week-end, dans nos colonnes, la CDII Céline Fremault a ainsi plaidé en faveur de la mise en place de contrats de législature entre la Région bruxelloise et les dix-neuf communes de la capitale. La ministre s'est dite en effet opposée à un "big bang institutionnel" tel que défendu par ceux qui souhaitent une suppression ou une fusion des communes bruxelloises.

Exit la Cocof, la VGC et la Cocom

De son côté, la coprésidente d'Ecolo Zakia Khat-tabi s'est déclarée favorable à une simplification du modèle institutionnel bruxellois, à ses yeux trop désincarné par rapport aux attentes

de la population. Pour elle, il faut se contenter d'une seule assemblée parlementaire et d'un seul gouvernement. Les institutions actuelles (NdLR : une Région et trois institutions communautaires que sont la Cocof, la VGC et la Cocom dotées,

chacune, d'un parlement et d'un exécutif) résultent certes de compromis et d'un effort de longue haleine des pères fondateurs de la Région-Capitale, "mais ne sont pas comprises par les citoyens".

À l'entame de deux années électorales successives, le président du parlement bruxellois, Charles Picqué (PS), a quant à lui invité samedi le monde politique à se montrer prudent sur les évolutions politiques à apporter aux institutions bruxelloises.

Face au risque d'un "clash" entre majorités francophone et néerlandophone de la capitale au sujet de la proposition d'ordonnance sur le décumul intégral des mandats, il a avancé une piste de compromis : reporter le décumul à 2024 et réduire le nombre de députés régionaux.

Cette suggestion "ne doit pas occulter les enjeux essentiels de mobilité, de propreté, de sécurité et de qualification professionnelle", a commenté Didier Reynders, le président de la fédération bruxelloise du MR. Du côté néerlandophone, la proposition du socialiste a reçu un accueil pour le moins mitigé.

Al. D.